Bulletin de l'APAD

12 | 1996

Le développement négocié : courtiers, savoirs, technologies (II)

Le Développement Négocié : Courtiers, Savoirs, Technologies : Le Cas de CODEBRIWAK à Talamanca, Costa Rica

Michel Laforge

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/599>

DOI : 10.4000/apad.599

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1996

Référence électronique

Michel Laforge, « Le Développement Négocié : Courtiers, Savoirs, Technologies : Le Cas de CODEBRIWAK à Talamanca, Costa Rica », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 12 | 1996, mis en ligne le 24 avril 2007, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/599> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.599>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Le Développement Négocié : Courtiers, Savoirs, Technologies : Le Cas de CODEBRIWAK à Talamanca, Costa Rica

Michel Laforge

- 1 La conjoncture politique de ces dernières années (500ème anniversaire de la découverte de l'Amérique, prix Nobel pour la leader indienne Rigoberta Menchu) a apporté un regain d'intérêt pour la population indienne du Costa Rica, ce qui s'est traduit notamment par l'augmentation des efforts de développement en sa direction. Cette augmentation est particulièrement visible à Talamanca, territoire des ethnies voisines Bribri et Cabécar.
- 2 Nous procéderons à une présentation rapide de la zone, et des grands moments de son histoire, pour nous intéresser ensuite à l'histoire souvent conflictuelle des relations de pouvoir avec l'extérieur.
- 3 Nous nous intéresserons tout particulièrement à la structure de pouvoir traditionnel, ou ce qu'il en est resté, et essaierons de démontrer que cette structure a été capable de s'adapter aux besoins des interventions de développement (tant gouvernementales que non gouvernementales), notamment aux besoins en contreparties locales. Ceci a conduit au fleurissement d'associations de droit civil dans la zone, seul moyen d'"expliciter" des structures plus compliquées (associations claniques), inaccessibles aux agents extérieurs.
- 4 Le sort d'une organisation retiendra notre attention : il s'agit de CODEBRIWAK (Commission de Défense des Droits Indiens Bribri), car celle-ci joue un rôle central dans ce dispositif d'organisations locales. Conçue au départ comme un espace de discussion autour des questions de développement avec des paramètres culturels propres de la zone, ainsi que comme instrument de lutte contre les interventions indésirables, nous démontrerons qu'elle a été amenée à jouer, presque malgré elle, un rôle de plus en plus actif dans l'intermédiation des projets de développement, arrivés en grand nombre

dans la zone à partir de 1992. Finalement, nous terminerons en démontrant qu'elle a permis d'une certaine manière une persistance de la structure de pouvoir traditionnelle. Les conséquences pour la population sont une meilleure harmonisation des interventions extérieures, et une convergence des efforts vers la construction de leur avenir.

Préambule

- 5 Il apparaît important de préciser rapidement les conditions de mon travail à Talamanca : nous sommes arrivés là-bas début 1993 en ayant pour missions la réalisation d'une étude de l'économie de la zone, ainsi que l'évaluation des possibilités des différentes associations locales comme partenaires pour la suite du projet. Ce travail m'a été confié dans le cadre de la préparation d'un projet de développement et conservation visant à la création d'une "zone tampon" pour la Réserve de la Biosphère "La Amistad", projet co-financé par l'Union Européenne et la France.
- 6 Ce travail s'est traduit par 10 mois de vie sur place en 1993, dans un partenariat où j'étais censé "appuyer" (avec tout ce que cela comporte d'imprécision) une organisation locale, CODEBRIWAK, qui en contrepartie m'aidait à mener à bien ma mission. Ce premier contact a été complété depuis par de multiples voyages sur la zone, ce qui m'en a donné une assez bonne connaissance, ainsi que de bons contacts avec les habitants.
- 7 C'est pourquoi ceci ne prétend pas être une étude sociologique ou anthropologique de Talamanca, (ce ne sont pas mes disciplines de formation), mais plutôt une réflexion empirique, à partir d'un cas concret, présentée comme une contribution pour le débat sur le développement et ses "courtiers".

Description de la zone : Talamanca la convoitée

- 8 La zone de Talamanca est située sur le versant Atlantique du pays, à son extrémité méridionale ; elle fait partie des territoires qui bordent la frontière avec le Panama.
- 9 Elle correspond *grosso modo* à un bassin versant assez important, celui de la rivière Telire (qui devient Sixaola en aval) ; nous nous intéresserons surtout à la partie moyenne de ce bassin versant, et plus spécifiquement à l'ancien delta fluvial qui s'est transformé en vallée fertile : c'est la vallée de Talamanca, étendue sur près de 100 km², et traversée par un éventail de rivières.
- 10 Le climat y est chaud, de type tropical humide (il y tombe entre 2 et 3 mètres de pluies par an), avec une saison sèche entre janvier et avril et une petite saison sèche peu marquée entre août et septembre. La température moyenne annuelle est de 26 degrés avec peu de variations.
- 11 Cependant, les reliefs permettent d'y retrouver plusieurs des écosystèmes de la zone tropicale humide, passant de l'étage bas à l'étage pré-montagnard. A ce titre, elle abrite une partie importante de la biodiversité du pays.
- 12 L'apparence générale du paysage est celle d'une vaste étendue boisée, bien qu'il ne reste que des vestiges de la forêt tropicale originelle, surtout sur les reliefs. Cette impression est due à la particularité des systèmes de culture pratiqués par les Bribri, avec une majorité de cultures permanentes dans la vallée (en particulier avec de grandes étendues de plantations de plantain ¹ et des systèmes agro-forestiers plus traditionnels sur les versants des montagnes qu'ils occupent également.
- 13 La vallée de Talamanca commande l'accès à une zone plus montagneuse, en amont des rivières qui la traversent, vers la zone de forêt vierge la plus importante en surface du pays, la cordillère de Talamanca ². Cette zone fait partie d'un territoire bénéficiant d'un

statut reconnu internationalement, en tant que Réserve de la Biosphère (statut approuvé par l'UNESCO en 1982) ; celle-ci est divisée en différentes catégories de gestion (parcs nationaux, zones protégées, refuges de faune sauvage...) qui forment partie du système costaricien de zones protégées (voir carte).

La réserve de la Biosphère La Amistad

Source : Area de Conservación La Amistad, 1995.

Voir carte en annexe

La population

- 14 Les Bribri et Cabécar sont deux ethnies se rattachant au phylum macro-chibcha, c'est-à-dire ayant des affinités culturelles avec d'autres ethnies sud-américaines. Elles se répartissent spatialement sur ce territoire, avec des juxtapositions dues en particulier aux possibilités de mariages interethniques. En effet, si ces deux ethnies sont différentes, elles parlent quand même des langues voisines, issues d'une langue commune (elles se sont séparées il y a quelques siècles d'après les linguistes).
- 15 Traditionnellement, elles étaient organisées en clans matrilineaires, regroupés en deux moitiés, avec une règle de mariage croisé entre clans complémentaires, (décrit par les ethnologues comme de type "bifurcate merging"). De fait, parmi les quelques 50 clans recensés par Bozzoli, il y en a qu'on retrouve à la fois chez les Bribri et chez les Cabécar, ce qu'expliquent les possibilités de mariage interethnique. Ils partagent également les mêmes conceptions religieuses. C'est pourquoi nous considérerons avec Bozzoli, et pour les besoins de cet article, Bribri et Cabécar comme une même unité d'étude, sans trop les distinguer.
- 16 Leur nombre peut être estimé autour de 7000 personnes dans la zone considérée. Ceci suppose une densité de 9,6 hab/km², chiffre qui pourrait être revu à la hausse si on tenait compte de la plus grande concentration de la population dans la vallée (à ce moment, si on estime que 6000 personnes vivent concentrées sur les quelques 100 km² de la vallée, on obtient une densité pouvant aller jusqu'à 60 hab/km²). Malgré l'habitat dispersé traditionnel, ceci commence à poser des problèmes pour une population habituée à des densités bien inférieures.

Aspects historiques

- 17 Les Bribri sont les descendants de ces valeureux guerriers qui se sont opposés avec succès pendant des siècles aux essais de fondation de foyers de

colonisation évangélisation des colonisateurs espagnols venus de la vallée centrale du Costa Rica.

- 18 Un des moments forts de cette résistance a été la révolte de 1709, quand, emmenés par leur chef Pablo Presbere, les indiens Talamancas comme on les appelait à l'époque, ont attaqué les missions fortifiées qui comptaient les déporter. La révolte a été écrasée dans le sang, mais les espagnols ont renoncé à leur entreprise de colonisation jusqu'au dix-neuvième siècle. Les indiens ont alors continué de pratiquer leurs modes de production, basés sur l'agriculture itinérante et la chasse-cueillette. Il est très probable au vu des connaissances actuelles, que leur système économique ait été basé plutôt sur la redistribution des biens au sein de la famille élargie que sur l'accumulation de capital sous une forme quelconque.
- 19 Ce n'est que vers la fin du siècle dernier que des entrepreneurs étrangers se sont intéressés à cette partie du Costa Rica restée jusque-là largement méconnue.
- 20 A partir du début de ce siècle (1909), une compagnie bananière américaine, la Chiriqui Land Co., filiale de la multinationale United Fruits, commença à investir la zone en vertu d'un accord avec le gouvernement costaricien (il s'agissait en fait d'un échange de dette contre... des terres ³). Hernân Segura, un des leaders Bribri actuels, nous raconte : *"quand la compagnie est arrivée, elle a chassé tous les indiens qui vivaient ici, et ceux-ci sont allés vivre dans les montagnes. La compagnie arrivait ici avec ses bulldozers, et elle disait seulement à l'indien «sortez d'ici, nous allons mettre bas votre maison avec le bulldozer», c'est ça qui nous a fâchés, nous les indiens..."*. ⁴
- 21 Bientôt, les bananeraies recouvrirent la vallée des Bribri, qui furent obligés de chercher refuge dans les hauteurs.
- 22 Néanmoins, les forces de la nature, déclenchées peut-être par le déséquilibre écologique que représentait le déboisement de milliers d'hectares pour l'implantation des bananeraies, se déchaînèrent en une suite de complications : d'abord l'apparition de champignons dévastant les plantations, et ensuite celle d'inondations qui emportèrent à plusieurs reprises les plantations et les infrastructures. Ceci, lié à une mauvaise conjoncture internationale pour ses produits de substitution (cacao et abacâ ⁵), obligea la compagnie à se retirer de la zone vers 1930.
- 23 A partir de ce moment là les Bribri descendirent des montagnes qui les avaient protégés, et réoccupèrent peu à peu la vallée. Les terres ont été peu à peu converties à la culture du cacao, et après un nouveau désastre (un nouveau champignon), elles ont été reconverties à la culture de la banane plantain, qui deviendra leur production de rente.

Aspects socio-économiques

- 24 Actuellement, plus de 2 millions de régimes de plantain sont produits dans l'année, arrivant à satisfaire 50% de la production commercialisée au Costa Rica (sans compter qu'une partie de la production est achetée par des camionneurs nicaraguayens qui traversent tout le pays pour aller chercher le précieux fruit).
- 25 Les Bribri ont trois sujets d'inquiétude principaux : d'une part le danger de dépendre d'une monoculture, ce qui les met à la merci d'une épidémie comme celle du cacao, danger accru par le fait que beaucoup ont abandonné toute autre production agricole et dépendent des épiceries pour leurs besoins alimentaires, d'autre part l'augmentation de la population, qui limite la disponibilité de terres propices au plantain. Un début de réponse à la première inquiétude commence à apparaître avec l'augmentation très

récente (depuis 2 ans) d'un nouveau débouché : la banane, exportée en tant que "banane bio" pour son incorporation dans les petits pots d'alimentation infantile en Allemagne. La troisième inquiétude est la perte de leur culture par acculturation.

- 26 Même si beaucoup se contentent de très peu pour vivre, il commence à apparaître des phénomènes de petite délinquance, et de consommation de drogues, (qui s'additionnent au plus ancien problème de l'alcoolisme), que nous mettons en relation avec la crise du foncier.

Les réserves indiennes de Talamanca

Source : Proyecto Ecología Cultural, 1995

Voir carte en annexe

Histoire des relations avec l'extérieur : le pouvoir en jeu

- 27 Nous pouvons distinguer différentes périodes dans l'histoire des relations avec l'extérieur :
- La suprématie du pouvoir ancestral
- 28 Nous disposons de peu de sources pour connaître exactement la structure ancienne de pouvoir. Les espagnols pour leur part comprenaient mal la structure de sociétés différentes de la leur, et désignaient par les mots "roi" ou "cacique" toute fonction qu'ils percevaient comme relevant d'un poste de pouvoir, ce qui ne facilite pas la lecture des chroniques anciennes.
- 29 Cependant, certaines études ⁶ actuelles, tentent de reconstruire cette structure à partir de la mémoire collective. Tout d'abord, il semblerait qu'il y ait eu depuis les temps anciens une supériorité spirituelle des Cabécar sur les Bribri, que ces derniers compensaient par une supériorité militaire. En outre, il semblerait que la structure de la société était assez hiérarchique, avec deux pôles principaux : un religieux, dont l'autorité maximum était l'Usékra, seul intermédiaire entre Dieu et son peuple, et un militaire, le BLu ⁷, subordonné au premier. Ces deux postes étaient pourvus par des membres de clans spécifiques, et la fonction n'était pas forcément héréditaire (pas selon un schéma patrilinéaire simple, en tout cas).
- 30 Cette structure aurait été complètement altérée vers la fin du 19ème siècle, à cause de la disparition de personnages qui occupaient des postes-clés (en particulier l'Usékra), et qui auraient succombé à des épidémies. Seuls resteront les clans militaires, ainsi que certaines autorités spirituelles intermédiaires (appartenant également à des clans

spécifiques) comme les Tsököl⁸, grands prêtres funéraires, et les Awâ⁹ ou shamans, qui vont se partager le pouvoir à Talamanca.

31 A partir de l'altération de cette structure de pouvoir commence une lutte pour le pouvoir, attisée peut-être délibérément par l'Etat costaricien. Ceci correspond aux informations que nous retrouvons dans Guevara et Chacon (1992) : "En ce temps-là, 3 caciques (appelés "rois" dans la littérature du 19ème siècle - il s'agit très probablement de prétendants au poste de BLu) gouvernaient la région de Talamanca, lesquels furent promus officiellement au rang de «chefs politiques» par une volonté de l'Etat d'intégrer rapidement «ses indiens». La nomination comme "chefs politiques" des caciques eut des effets nocifs à Talamanca, en déclenchant une lutte interne parmi les prétendants au titre, allant jusqu'aux guet-apens et assassinats. Finalement les restes de la structure cacicale ont été détruits quand le seul survivant a été Antonio Saldafia, héritier du trône, et que l'Etat a mis fin à son pouvoir politique en 1886" (il est mort empoisonné en 1910¹⁰).

32 Vers la fin du 19ème siècle on assiste donc à une déstructuration du pouvoir ancestral, qui se traduit par une montée des conflits - parfois violents - pour le pouvoir. Les interventions extérieures, on le verra, ne tarderont pas à profiter de la situation pour faire triompher leurs intérêts.

Les relations avec le pouvoir central : une certaine indifférence

33 A partir du 19ème siècle, Talamanca connaîtra un Etat costaricien faible, qui délèguera l'administration de ses territoires soit aux chefs indiens, soit à des étrangers, et maintient une petite garnison sur place pour y faire veiller l'ordre.

34 L'intérêt nouveau de la part de l'Etat costaricien d'"intégrer ses indiens" était surtout dû à la mise en cause de sa souveraineté sur la région par la Colombie de l'époque (qui comprenait le Panama actuel), à une époque où des états récemment sortis de l'indépendance commençaient à se structurer et à s'intéresser aux richesses que pouvaient receler les confins de leurs territoires.

35 Cependant, dans le cas présent, l'intérêt pour la zone se solda par une prise en main de celle-ci par la compagnie bananière, dont on sait que par sa puissance financière, elle arrivera à contrôler l'appareil même de l'Etat, (en valant au Costa Rica son label honteux de "république bananière"); les indiens lui opposeront néanmoins une résistance active, avec le sabotage, l'empoisonnement de bêtes de trait et autres actions de harcèlement. Ils considéreront le retrait de la compagnie comme leur victoire, comme l'explique Hernân Segura : *"Notre grand cacique avait un contact avec le cacique Cabécar qui est l'Usékra¹¹, le plus puissant de tous. Une première fois ils ont envoyé la maladie qui séchait leurs plantations, mais la compagnie a épandu des produits chimiques et elle a replanté. Alors le cacique a demandé de jeter un sort pour chasser la compagnie. Ils ont fait ...bouger l'eau. Ils ont retenu l'eau, (dans un) barrage très grand, et ils l'ont lâchée". Et les inondations ont effectivement fait partir la compagnie¹². Par la suite, la Compagnie continuera de réclamer des droits fonciers sur ces territoires abandonnés, en essayant d'empêcher l'appropriation par les indiens, pour abandonner finalement une partie de ses droits à l'Etat en 1963¹³. Pendant toute cette période auront lieu des confrontations avec les leaders indiens sur cette question.*

36 Il est intéressant de noter (Bourgeois 1989) le rôle des afro-Bribri, ces descendants des travailleurs afro-caribéens amenés pour travailler à la construction du chemin de fer, puis dans les bananeraies, dont certains se sont établis dans la zone et se sont alliés par mariage à des clans influents. Par leur maîtrise de l'espagnol, de l'anglais et leur bonne

connaissance des procédés de la compagnie bananière, ils sont devenus d'importants leaders des Bribri dans leur affrontement avec cette dernière. Leurs descendants amasseront du capital et des terres en pratiquant le commerce, ce qui augmentera leur pouvoir économique. C'est une des conséquences inattendues de l'utilisation de main d'œuvre immigrée par la bananière.

- 37 Un autre élément qui peut nous donner une idée des relations de pouvoir dans la zone est le récit authentique, bien connu de la littérature costaricienne, nous décrivant une journée d'élections à Talamanca dans les années 30 ; c'est la description d'une immense farce où le parti au pouvoir profite de l'éloignement de la zone pour organiser une fraude massive, en achetant le vote des indiens avec cadeaux et alcool (Fallas, 1978). Pendant cette période, l'intervention de l'Etat dans la zone a donc commencé à jeter les bases d'un clientélisme politique dont nous reparlerons.
- 38 L'église, pour sa part, avait réussi à établir une nouvelle mission à Sipurio, près d'Amubri (voir carte) dès 1896, mais des récits de voyageurs permettent de douter de la sincérité des conversions, suscitées à grand renfort de cadeaux divers.
- 39 Sur le plan économique, l'Etat a continué d'attribuer à la zone pendant une bonne partie du XXème siècle un rôle qui n'a pas beaucoup changé depuis les premières explorations de Gabb à la fin du siècle dernier : celui d'une réserve de richesses inexploitées. C'est ainsi que des explorations pétrolières ont eu lieu à Talamanca dès 1923 (Sinclair Oil Co.), ainsi que l'exploitation de bois précieux par des compagnies étrangères (1955-58) et à nouveau l'exploration pétrolière de 1955 à 63 (Union Oil Co. et Gulf Oil Co.). Ces dernières explorations auront également pour conséquence une modification des relations de pouvoir dans la zone, lorsque d'anciens travailleurs pétroliers s'établiront sur place. Leur alliance par mariage avec des familles indiennes leur permettra d'acquérir de vastes domaines (en particulier en négociant le rachat de terres censés appartenir encore à la Chiriqui Land Co.), et ils fonderont des familles disposant d'un pouvoir économique très important dans la zone.
- 40 Notre hypothèse pour cette période est que, dans un contexte de pouvoir de l'Etat extrêmement faible sur place, les éléments rémanents de la structure dirigeante traditionnelle sont restés très importants, mais avec des modifications liées aux nouveaux apports : le mélange afro-bribri et l'installation de grands propriétaires blancs changeront les bases du pouvoir. Par leur rôle d'intermédiaires avec le marché extérieur et leur conception différente de l'économie, qu'ils basent sur une accumulation du capital, les nouveaux venus et leurs descendants réussiront à consolider un pouvoir économique qui deviendra incontournable dans la zone. Nous avons également des éléments pour supposer que les alliances par mariage contribueront à donner des intérêts économiques à des familles (ou à des clans) ayant eu des rôles importants dans la hiérarchie ancestrale. Ceci contribuera à alimenter la lutte pour le pouvoir, tout en la compliquant.
- 41 Arrivés à ce stade, nous devons donc être très prudents sur ce que nous qualifierons de "pouvoir traditionnel". Nous aurons tendance à considérer que les alliances entre familles élargies qui existent actuellement, et le prestige immense dont jouissent certains leaders, sont les éléments persistants de la structure de pouvoir existant dans les temps anciens, mais nous n'irons pas jusqu'à interpréter comme certains la réalité actuelle en fonction du schéma ancien, probablement disparu au siècle dernier. Le passé nous éclaire sur le présent mais n'est pas suffisant pour l'expliquer.

Vers une plus grande intervention de l'Etat

- 42 On observe une plus grande ingérence de l'Etat dans la zone à partir des années 70 à travers la création de la Réserve Indienne de Talamanca en 1976, qui garantit les droits territoriaux des indiens en interdisant aux non-indiens la possession de terres dans la Réserve. Cependant, la création de la réserve circonscrit les droits des indiens à ces seuls 620 km², limitant ainsi de possibles revendications indiennes sur leurs territoires ancestraux, et laissant des terres disponibles pour d'éventuels colonisateurs non-indiens.
- 43 La Réserve sera gouvernée par une "Association de Développement Indienne" (ADI), sorte de gouvernement local créé de toutes pièces par la loi, qui est mis sous la tutelle de la DINADECO ¹⁴, en particulier pour son fonctionnement institutionnel (statuts, élections, sont contrôlés par cet organisme étatique). On est loin des modes de fonctionnement de pouvoir liés à la tradition et à la culture ¹⁵, et on est loin également de la simple démocratie, car le bureau exécutif de l'ADI est élu seulement par les personnes qui ont fait la démarche - fort simple mais peu pratiquée - pour devenir membres de l'ADI ; celle-ci est loin de comprendre toute la population de la Réserve ¹⁶. Ce système, on le voit, pose des problèmes de légitimité vis-à-vis des indiens, mais reste le seul reconnu par l'Etat jusqu'à l'heure actuelle.
- 44 D'autre part, l'Etat costaricien parachève une série d'initiatives législatives passées en votant une Loi Indienne ¹⁷ en 1977, qui, comme le souligne Chacón, reconnaît plusieurs droits fondamentaux de ces peuples (droits territoriaux, etc), et est plus avancée sur cet aspect que les lois d'autres pays centraméricains ayant pourtant un plus large pourcentage de population indienne. Si elle a posé des problèmes dans son application, c'est dû sans doute au fait que cette loi n'est pas le résultat d'un processus intense de réflexion de la part des peuples indiens, mais plutôt le fruit de l'inspiration heureuse du législateur.
- 45 Cette loi renforce par ailleurs la mise sous tutelle ¹⁸ des indiens en faisant de CONAI ¹⁹ l'organisme d'Etat qui les représente et les administre. C'est CONAI qui divisera la Réserve de Talamanca en deux réserves, l'une Bribri et l'autre Cabécar entre 1982 et 85, contre le sentiment généralisé de la population qui l'accuse de vouloir "diviser pour régner". La raison de cette accusation réside peut-être dans le fait que, historiquement, les Cabécar se sont révélés plus manipulables que les Bribri.
- 46 L'intervention de l'Etat se double également d'une montée en puissance du jeu de clientélisme politique ; le système bipartiste de gouvernement du pays depuis sa guerre civile de 1948 place tout l'enjeu dans l'alternance entre le Parti de Libération Nationale (PLN) et le Parti d'Union Sociale Chrétienne (PUSC). Dès lors, chaque parti au pouvoir utilisera l'appareil de l'Etat pour gagner des votes ²⁰ à chaque élection, au moyen de promesses diverses (des postes dans l'administration, des places dans les programmes d'habitat social) et de menus cadeaux. Sans doute, la spécificité de l'histoire du Costa Rica, avec son système de garanties sociales, est pour quelque chose dans la relation paternaliste qui se crée entre l'Etat et la zone. Cependant, dans le cas spécifique des indiens, ce travers sera encore plus marqué. La CONAI, par son rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et les populations indiennes sera l'outil idéal pour gérer une politique de clientélisme. Alors que Talamanca est plus intégrée dans le pays, ses dirigeants ont dû apprendre à utiliser le bipartisme comme outil pour obtenir des avantages : ils font "marcher" le clientélisme non seulement en leur faveur personnelle mais aussi pour l'ensemble de leur peuple.

- 47 Cependant, ceci ne changera pas la vision traditionnelle du rôle de Talamanca, et l'Etat engagera à partir de 1980 une exploration pétrolière par les entreprises RECOPE ²¹ et PEMEX (Petróleos Mexicanos, compagnie pétrolière mexicaine), malgré l'opposition décidée de certains secteurs de Talamanca. L'exploration n'ayant pas abouti à des résultats intéressants ²², elle a été arrêtée en 1986. L'arrêt des opérations laissera une nouvelle fois sur place un certain nombre d'ouvriers non-indiens qui s'établiront comme agriculteurs. Cependant, ils semblent avoir eu plus de mal à accumuler du capital.
- 48 Entretemps, la modification de la Loi Indienne par la promulgation d'une nouvelle loi minière en 1982 a rendu possible l'exploration minière dans les territoires indiens sans une consultation préalable des populations. C'est ainsi qu'actuellement une grande partie du territoire de la Réserve fait l'objet de demandes de concession pour exploration minière (Guevara et Chacon, 1992). D'autre part, et en contradiction avec ce qui précède, on assiste à la création de zones protégées autour de la Réserve (Parc International de La Amistad en 1982), et à la reconnaissance internationale par l'UNESCO de la Réserve de la Biosphère de La Amistad en 1983.
- 49 Signalons enfin que l'accord 169 de l'OIT ²³ sur les droits des peuples indigènes, adopté par le Costa Rica en 1992, n'a pas encore produit de changement majeur du corpus juridique, bien que celui-ci soit en contradiction avec l'esprit et la lettre de l'accord (la législation costaricienne sur les mines, par exemple, devrait être refondue). Ceci est peut-être dû encore une fois à la méconnaissance de ces mécanismes par les populations indiennes, et à leur manque de poids sur la scène politique nationale.
- 50 A ce stade, l'Etat costaricien, à travers ses différents représentants, devient un acteur avec lequel il faut compter sur l'arène politique de Talamanca. Non seulement il donne naissance à un système de clientélisme politique qui vient se greffer sur les clivages déjà existants dans la société de la zone, mais il produit également un corpus de lois et de règlements que les élites locales devront apprendre à manier pour faire valoir leurs droits (en profitant notamment des contradictions des politiques mises en œuvre). En revanche, l'effet symétrique, qui serait celui d'une plus grande prise en compte de Talamanca sur la scène politique nationale, ne s'est pas produit, et les indiens ont conservé un poids infime dans la politique nationale.
- La coopération entre en jeu L'intérêt pour Talamanca
- 51 A partir des années 1990, naît un regain d'intérêt pour les peuples indiens d'Amérique, dû surtout à la campagne de commémoration des 500 ans de la Découverte de l'Amérique ("*Encuentro de Dos Mundos*"), imaginée par les Espagnols en 1992. En écho à cette mobilisation, Rigoberta Menchu, indienne guatémaltèque, sera nommée prix Nobel de la Paix en 1992, et l'Assemblée Générale de l'ONU déclarera ouverte en 1993 la "Décennie Internationale des Populations Indigènes du Monde".
- 52 De ce point de vue, le Costa Rica présente une situation toute particulière, car seulement 1 % de la population est indienne, et celle-ci est divisée en plusieurs groupes, principalement 6 ethnies (Bribri, Cabécar, Maleku, Ngiibes Térraba et Boruca) regroupés dans 24 réserves dans le pays. Ces groupes ont souvent peu de représentants, ont perdu leurs langues autochtones, et avec elles la majeure partie de leurs cultures. Souvent ils sont même dans une situation de misère après la perte de leurs terres, vendues à des blancs. De tous ces groupes, les Bribri et les Cabécar de Talamanca sont les plus organisés et les plus combattifs, ainsi que le groupe le plus nombreux et le moins socialement déstructuré.

- 53 Une intervention à Talamanca offre en outre l'avantage de ne pas poser de problèmes politiques graves avec le gouvernement, à l'opposé de ce qui se passerait dans d'autres pays centraméricains. Enfin, la zone possède l'attrait d'une relative facilité d'accès (4 heures de route - pratiquement goudronnée sur toute la longueur - depuis la capitale). Quoiqu'il en soit, ce courant d'opinion favorable et leur situation très visible parmi les autres groupes indiens ont valu aux Bribri et Cabécares de Talamanca la sollicitude de nombreuses initiatives de "développement" à partir des années 1990.
- Un déluge de propositions de "développement"
- 54 Dès 1986, une ONG ²⁴ qui opérait le long de la côte, ANAI ²⁵, établit un accord avec l'ADI ²⁶ pour aider au développement de la zone. En 1989 nous retrouvons également une proposition de projet de commercialisation du plantain par un département du Ministère de l'Agriculture qui a abouti à la constitution d'une coopérative de commercialisation.
- 55 C'est pourtant à partir de 1990 qu'arrivent sur la zone la majorité des "projets". On retrouvera ainsi : un projet de Banque Indienne (financé par la BID ²⁷), un projet important d'amélioration de l'habitat (financé par le Canada), un projet de développement agricole proposé par la FAO ²⁸, un projet de recherche sur l'écologie culturelle (financé par le Danemark), un projet d'adduction d'eau pour plusieurs communautés (financé par la coopération suisse), un projet de développement durable avec UNICEF ²⁹, un projet de couloir biologique appuyé par l'UICN ³⁰, le Projet NamasôL de développement durable (financé par les Pays-Bas), le Programme Mondial d'Aliments, avec un appui de type "travail contre nourriture", et enfin le Programme Frontière Agricole (financé par la France et la Commission Européenne), sans compter les initiatives ponctuelles de la coopération bilatérale (un poste de santé par ici, une tronçonneuse par là, un moteur hors bord...). À ceci s'ajoute le travail d'ONG comme la Fondation Güilombé ³¹, ou la Fondation NUR ³² qui poursuivent un travail plus modeste à l'échelle de certaines communautés.
- 56 La grande majorité de ces organismes de coopération ont besoin d'avoir des "contreparties locales", car il s'agit souvent d'une exigence des bailleurs de fonds, légitime et bien compréhensible. Or notre hypothèse sur la structure traditionnelle du pouvoir à Talamanca est qu'elle est du genre "implicite" (par opposition à "explicite") parmi les Bribri et Cabécar : ceci veut dire que l'interlocuteur occidental ne rencontre pas des structures de pouvoir semblables à celles auxquelles il est habitué (comme les caciques, chefs de village ou conseils d'anciens) ; ceci expliquerait pourquoi il se croit obligé de créer des associations locales, ou pourquoi il entame des dialogues avec des groupes organisés sous une forme ou une autre sans comprendre ce qu'ils représentent réellement dans la société locale.
- 57 De toutes manières, les interventions extérieures n'ont généralement pas été très soucieuses des effets de leurs interventions, et du pouvoir de déstructuration sociale qu'elles pouvaient avoir en habituant les indiens à des relations de paternalisme. Souvent, ce qui semble compter c'est l'urgence de dépenser l'argent, sans s'arrêter sur les conséquences des interventions. Dans ce sens, certains "projets" n'ont fait que renforcer une tendance déjà commencée par l'Etat par le biais de la CONAI. Pire encore, elles rentrent souvent en concurrence entre elles, voulant chacune être "l'interlocuteur de l'extérieur privilégié". Cette tendance peut s'expliquer par l'interprétation de leur propre rôle comme celui de "héros civilisateurs" (Borge, corn. per.) ; cette perception

discutable de leurs rapports avec la population se double dans certains cas d'une certaine concurrence pour les mêmes financements entre interventions extérieures.

La lutte pour le pouvoir s'accroît

- 58 Dès 1990, éclate un conflit avec ANAI, organisation qui pariait sur un développement agricole reposant sur l'introduction de nouvelles espèces et variétés ³³ et l'amélioration des techniques. Les principaux reproches des leaders locaux envers ANAI étaient son attitude de supériorité et son mépris de la culture traditionnelle.
- 59 L'apparition massive de projets de coopération n'aidera pas à résoudre le conflit, et a créé plutôt une concurrence pour ces "cadeaux" parmi les associations locales, qui n'a pas contribué au débat interne sur le développement pendant cette période. Comme nous l'avons vu, les interventions extérieures ne sont pas prêtes non plus à participer à un débat de ce genre, du fait du climat de discrédit et méfiance qui règne entre celles-ci, fruit de leur esprit de concurrence.
- 60 Le phénomène principal que suscitera ce conflit est l'apparition d'une série d'associations autochtones comme réponse à la création par ANAI d'une série d'associations "à sa solde", qui lui permettaient entre autres de justifier une importante collecte de fonds parmi les bailleurs étrangers. Naissent Tsököl ³⁴, K'pá ³⁵, Sósak ³⁶, Consejo Awapa ³⁷, Ditsökota ³⁸, AsokanéLo, Ditzótèi aux noms Bribri (ou Cabécar) évocateurs, souvent créées autour d'un shaman important. Elles ont pour la plupart comme objectif affiché celui de capter des ressources financières directement, sans passer par l'intermédiation d'ONG comme ANAI. D'ailleurs, souvent ces associations n'ont de vie associative que lors de la réception de visiteurs étrangers, ce qui nous laisse penser qu'elles avaient peut-être pour but réel celui de rendre visibles des structures sociales non explicites, comme nous l'expliquons plus haut.
- 61 Un autre phénomène important de cette période sera l'émergence de CODEBRIWAK, association fondée comme expression organisée de la lutte contre RECOPE, qui à partir de 1991 obtiendra une représentativité juridique pour mener cet affrontement avec ANAI. C'est une association où l'on retrouve plusieurs leaders locaux, qui se sont illustrés dans le conflit avec RECOPE, et son influence est considérable. Nous partageons avec Borge l'hypothèse que cette organisation est une expression "visible" du pouvoir traditionnel. Tous les membres sont descendants de leaders historiques et leaders eux-mêmes, non seulement dans leurs communautés, mais dans les deux réserves. Cependant, ils n'ont pas été investis d'un droit formel de représentativité de l'ensemble de la population ; ils ne représentent *a priori* qu'eux-mêmes (un groupe de leaders et d'intellectuels de la zone préoccupés par l'avenir de leurs semblables) et ils en sont conscients.
- 62 Commence alors une campagne de discrédit mutuel, avec accusations de détournements de fonds de part et d'autre, destinée surtout à couper les fonds qu'ANAI centralisait et qui aboutira avec succès à une réduction significative des fonds perçus par cette ONG dès 1994, au profit dans certains cas des associations indiennes nouvellement créées.
- 63 Nous faisons l'hypothèse que ce conflit faisait partie des luttes de pouvoir entre différentes factions, invisibles pour des étrangers. A ce moment-là de vieilles blessures se sont réveillées, révélant différentes lignes de cassure dans la société de Talamanca : conflit des secteurs traditionnels avec l'église catholique, conflits avec d'autres églises (différentes dénominations d'origine protestante ainsi que la foi Ba'hai sont présentes sur la zone depuis les années 70), ou des conflits plus politiques comme les conflits au

sujet de RECOPE, de CONAI ou d'ANAI, qui ont compté chacun des partisans. A ceux-ci s'ajoutent les conflits politiques liés au bipartisme.

- 64 Notre interprétation est qu'un groupe fort détient le pouvoir "hérité", associé à un certain pouvoir économique (en contrôlant notamment les circuits de commercialisation), mais il doit faire face à d'autres secteurs de la société, les uns ayant un pouvoir économique nouvellement acquis, les autres pouvant revendiquer le prestige de leur lignée, ou d'autres encore, défendant les intérêts plus locaux de leur clan (en se servant par exemple de l'autorité spirituelle d'un shaman) ; ces secteurs réclament leur part de pouvoir, et profitent de chaque opportunité de conflit pour essayer de saper l'autorité actuelle.
- 65 Les interventions étrangères ont été utilisées comme prétexte dans ces processus internes et dans certains cas elles ont servi d'arme, par leur prise de position. Ce phénomène est particulièrement visible dans le cas des projets de développement, par les importantes sommes d'argent qui sont en jeu, ainsi que par les biens de prestige (véhicules, équipements audiovisuels, etc.) que ceux-ci offrent. En somme, la lutte pour le pouvoir est devenue dans le courant des années 90 une lutte pour contrôler ou coopter la coopération.

Les conséquences pour la coopération

- 66 En partie en conséquence des conflits internes, l'offre formidable de coopération que nous citons plus haut a débouché sur peu de résultats concrets, à part une très bonne adaptation au discours de l'étranger. En effet, la principale conséquence de plusieurs années de coopération extérieure est une très bonne connaissance et une bonne utilisation par les leaders locaux des discours à la mode dans ces instances (harmonie indiens/nature, développement durable, conservation des ressources naturelles, place des femmes, etc.). Par exemple, des groupes de femmes se créent exclusivement pour répondre à cette demande ("nous voulons voir les groupes de femmes" est une demande assez courante des visiteurs étrangers), et ont très peu d'activités par ailleurs.
- 67 Certains des leaders indiens (dont certains ont fait des études, ce qu'ignorent souvent des organisations extérieures croyant avoir affaire à des indiens analphabètes) sont arrivés à tirer le meilleur parti des formations diverses organisées par la coopération, ou des voyages qu'elles ont organisé, et sont passés maîtres dans l'art du discours à consommation extérieure, ainsi que dans le machiavélisme. Nous citerons en exemple le cas de la Fondation Iriia Tsochok, ³⁹ créée par des techniciens issus d'un projet étatique de conservation, qui ont cru avoir une bonne idée en incluant une majorité d'indiens de Talamanca comme membres fondateurs. Leurs efforts pour obtenir un projet de développement, quand ils ont finalement abouti, ont été utilisés directement par les indiens, qui ont soudainement fait valoir leur pouvoir de contrôle sur la fondation, et se sont appropriés le projet, en contrôlant les contenus techniques et l'utilisation des fonds (comme c'était écrit d'ailleurs dans tous les documents de préparation du projet), au détriment des techniciens ⁴⁰. Ainsi qui croyait manipuler a été manipulé.
- 68 Un autre aspect de la question est que les problèmes réels de Talamanca, qui inquiètent les dirigeants indiens (manque de terres, délinquance, alcoolisme, perte de la culture), ne trouvent pas forcément d'écho parmi les efforts de coopération, qui arrivent avec leurs propres inquiétudes de l'extérieur (exemples : déforestation, reboisement, conservation des ressources naturelles, place des femmes). Les leaders indiens se sont résolus à agir de manière pragmatique, en utilisant les aides extérieures pour résoudre

les problèmes internes. Ceci implique un détournement de l'objectif primordial de l'aide au sens où l'entend le bailleur de fonds. Peut-être même dans certains cas est-on passé du détournement à la corruption ou au moins à l'abus de pouvoir.

69 En tout cas, les phénomènes d'utilisation de la coopération à des fins de politique interne devraient faire réfléchir celle-ci sur les conséquences locales de son action, au-delà des simples réalisations matérielles bien visibles. En particulier, la prise de position pour une faction déterminée devrait être considérée avec une grande prudence, ainsi que la participation dans les campagnes locales de discrédit (même en disposant de preuves).

70 Souvent, les interventions extérieures se sont retrouvées piégées dans le jeu de miroirs des conflits internes à Talamanca, et verront finalement annulées toutes leurs possibilités d'action en cas de faux pas politiques.

Conclusion : l'enjeu de la représentativité

71 L'analyse de l'histoire des relations de pouvoir dans la zone nous amène à considérer que le plus grand problème politique des indiens, est le problème de la représentativité. Dans la capitale, des associations veulent se faire les représentants des indiens (comme l'association Segetko ⁴¹ qui se proclame fédération de plusieurs organisations indiennes) ou plus simplement négocient des fonds au nom des indiens, comme cela a été reproché à ANAI. Localement, les groupes organisés foisonnent, au moins en apparence, sans que l'on puisse toujours distinguer ceux qui correspondent vraiment à un mouvement social de ceux qui sont le produit d'une induction par les interventions extérieures.

72 Tous les différents groupes, réels ou quasiment virtuels, ont été en concurrence pour les fonds de la coopération au nom des indiens. Le caractère implicite de la structure de pouvoir à Talamanca n'a pas simplifié les choses, en brouillant encore plus les cartes. Tant qu'une structure de pouvoir ne reflètera pas réellement l'organisation interne, la représentativité restera un enjeu important pour les indiens, tant localement qu'à l'extérieur.

73 Dans le contexte politique qu'on a décrit, il est effectivement très difficile d'identifier un partenaire "sûr", qui puisse dialoguer avec la coopération sur un pied d'égalité, au lieu de la considérer comme une manne inespérée dont il faut profiter. Ceci est à notre avis une entrave au fonctionnement efficace de la coopération dans la zone. Cependant, parmi toutes les organisations locales que nous avons rencontrées, CODEBRIWAK est encore celle qui correspond le plus à ce profil d'organisation interlocutrice, comme nous l'expliquons plus bas.

Les perspectives actuelles CODEBRIWAK : une organisation atypique

74 Nous l'avons vu, CODEBRIWAK est une organisation qui a été fondée pour servir de fer de lance dans la lutte contre les interventions extérieures malvenues. Cependant, bien vite elle assumera un rôle différent.

75 Dès 1992, elle apparaît textuellement dans les documents de préparation du Programme Frontières Agricoles (PFA) comme une "fédération d'organisations de base indiennes", ce qu'elle n'est pas exactement, comme on l'a vu précédemment. A travers le travail réalisé en tant que contrepartie du PFA dans sa phase de préparation, elle cherchera à se structurer, en particulier en cherchant à se doter d'un siège qui lui appartienne en propre. Le PFA a préféré ne pas donner suite à cette demande, quand il est apparu évident que ce n'était pas une organisation ayant une vie associative au sens

où nous l'entendrions en Europe, mais il appuiera quand même pendant toute l'année 1993 une certaine structuration en finançant des permanents et un local. CODEBRIWAK mettra ces fonds à profit pour parcourir les réserves et prendre contact avec la réalité des communautés. Elle commencera ainsi à remplir la deuxième mission pour laquelle elle avait été fondée : être un espace de discussion autour des questions de développement avec des paramètres culturels propres. Ceci lui permettra aussi d'asseoir sa force politique.

- 76 Pendant les années 1992 et 1993, cette organisation continuera d'assumer, un peu malgré elle, le rôle de lien avec l'extérieur : la plupart des agences étrangères de coopération, des syndicats, des députés, des ONG, intéressés par Talamanca, contacteront à un moment ou un autre CODEBRIWAK. D'ailleurs, même si au grand dam de quelques naïfs (dont l'auteur), CODEBRIWAK n'arrivera pas à acquérir un fonctionnement institutionnel digne de ce nom, elle démontrera à l'occasion sa capacité de mobilisation en organisant en octobre 1993 à San José, la capitale, une grande manifestation indienne contre la prospection minière.
- 77 Notre interprétation est que cette organisation a dû assurer le rôle "d'institution visible", devant la demande insistante de l'extérieur d'une "ONG" authentiquement locale ayant un certain niveau de réflexion. Le discours très au point de ses dirigeants lui a permis de remplir cette mission à la perfection, de même que l'utilisation de relais ⁴² dans la capitale pour avoir des contacts directs avec les bailleurs de fonds et les organismes de l'Etat. En même temps, après la perte d'espace d'ANAI, cette organisation se plaçait au dessus de la mêlée des conflits locaux, et assumait une position conciliante, cherchant le consensus et des alliances pour entreprendre l'étape suivante.
- 78 En effet, son rôle très visible dans la discussion sur le développement local finira par faire de CODEBRIWAK un partenaire intéressant pour l'exécution de projets, but pour lequel cette organisation n'avait pas été créée. Une discussion interne finira par y imposer le besoin d'orienter les efforts de coopération externes vers les besoins réels de la population indienne de Talamanca ; CODEBRIWAK s'y attachera en participant de l'intérieur à la définition des projets de coopération qui lui paraissent les plus intéressants. Elle deviendra ainsi le partenaire attitré de certains projets prévus sur la zone.
- 79 Une autre lecture possible est que les cadres de CODEBRIWAK ont été assez habiles pour se "placer" en trouvant des postes salariés, denrée rare dans les réserves.
- 80 Selon cette lecture, on devrait au moins reconnaître qu'ils ont su distribuer la manne, car les postes ne sont pas tous occupés par leurs cadres.
- Le rôle de CODEBRIWAK dans les processus en cours
- 81 En Août 93, démarre un projet de recherche sur l'utilisation des ressources naturelles par les Bribri et Cabécar (Projet Ecologie Culturelle, sur fonds danois) dont CODEBRIWAK est la contrepartie officielle, ce qui lui permet d'acquérir une infrastructure propre, indispensable aux yeux de ses dirigeants ⁴³. En Novembre 1994 (le projet Ecologie Culturelle vient de finir en Octobre), commence le projet NamasoL, projet de développement durable pour 3 ans, sur fonds néerlandais, projet dont CODEBRIWAK est également une des contreparties. CODEBRIWAK a été retenue aussi comme une des contreparties probables du Programme Frontières Agricoles dans sa phase d'exécution (débutant en avril 1996).

- 82 Bien que la participation à ces projets absorbe la majeure partie de l'énergie et des ressources humaines de l'organisation ⁴⁴, nous avons vu que celle-ci ne fonde pas sa vitalité sur un fonctionnement institutionnel. Le projet NamásöL prévoyait d'ailleurs des fonds institutionnels, rendant possible le recours à des permanents payés, vieille discussion interne sur les limites du bénévolat dans la militance.
- 83 Ce qui inquiéterait le plus l'organisation serait la tendance à négliger son espace politique. Cependant, pour différentes raisons, parmi l'avalanche d'initiatives de coopération dont nous parlions précédemment, beaucoup n'ont jamais abouti, ou bien se sont heurtées à des obstacles administratifs internes, souvent liés au peu de fiabilité des contreparties locales de ces initiatives. C'est le cas de la Banque Indienne et du Projet d'habitat, parmi les initiatives les plus voyantes. Or, nous l'avons vu, certains de ces projets servaient de prétexte et de moteur aux conflits. Les différentes factions locales ont en quelque sorte été obligées de se rallier à des positions de consensus sur le développement de Talamanca, même si certaines avaient pu marquer des points.
- 84 Nous retrouvons maintenant une situation où les projets les plus importants en terme de volume de financement (le projet d'éducation de l'UNICEF, le projet NamásöL, le Programme Frontière Agricole), vont tous être contrôlés par CODEBRIWAK en tant que partenaire. La position de CODEBRIWAK comme lieu de discussion autour du développement avec des paramètres culturels propres se double donc maintenant d'un pouvoir de décision sur les initiatives à mettre en pratique pour construire ce développement. Certains signes ⁴⁵ de leur volonté de faire converger les efforts extérieurs de coopération nous font espérer des changements positifs dans la zone pour les années à venir.
- 85 Déjà, les efforts de coopération ont été forcés à abandonner leurs positions "d'exclusivité" du développement de Talamanca, et à reconnaître le besoin d'un travail coordonné pour obtenir des résultats. Il reste encore beaucoup de chemin à faire dans ce sens, mais au moins la voie est tracée. Du reste, CODEBRIWAK n'a pas profité de cette position de force pour accabler les différentes factions encore en conflit avec elle, mais a adopté au contraire une attitude conciliante, les appelant à la discussion pour forger le consensus.
- 86 A travers le renforcement de CODEBRIWAK comme interlocuteur du développement à Talamanca, nous assistons en quelque sorte à un raffermissement de la position des tenants du pouvoir actuel, même si les autres secteurs dont nous parlions précédemment ont montré leur force, et ils devront d'avantage être pris en compte à l'avenir. Ceci ne veut pas dire que l'étape des conflits est dépassée, car les ajustements nécessaires entre pouvoir traditionnel et pouvoir économique n'ont pas encore été trouvés dans une zone à l'économie très changeante.
- 87 Tout au plus pourra-t-on dire que l'effet de catalyseur de conflits qu'a eu jusqu'à présent la coopération sera pour le moins atténué, et que les efforts conjugués des interventions extérieures pourront aider à construire un développement avec les paramètres culturels propres dont rêve Talamanca. Paradoxalement, la réussite de CODEBRIWAK dans cette voie pourrait signifier le glas de cette institution-outil, car le jour où les institutions politiques locales correspondront à une répartition de pouvoir réelle dans les réserves, dans le cadre d'une économie stabilisée, cette organisation aura perdu sa raison d'être. Nous le lui souhaitons.

BIBLIOGRAPHIE

- Borge C. y Villalobos V.** 1987. El Papel de las Exploraciones Petroleras en la transformacion de la Cultura y el Espacio de los Indigenas de Talamanca, Tesis de licenciatura en Antropologia. Universidad de Costa Rica.
- Borge C. y Villalobos V.** 1994. Talamanca en la encrucijada, UNED San José.
- Borge C. Castillo R. y. Rodriguez E.** 1994. Diagnostico Biofisico y Socioeconomico de los Territorios Indigenas de Talamanca, UCR-DINAMARCA-FUNDEVI.
- Bourgeois P.** 1989. Ethnicity at Work, Hopkins.
- Bozzoli M.E.** 1979. El Nacimiento y la Muerte entre los Bribri.
- Chacon Rubén.** 1994. Legislacion indigena costarricense. Convenio 169 de la OIT y la ley indigena. Dos instrumentos fundamentales para la defensa de los derechos de los pueblos indios. Iglesia luterana costarricense, San José, Costa Rica.
- González Chávez y González Vâsquez** 1989. La Casa Cosmica Talamanqueila y sus Simbolismos.
- Guevara M. y Chacon R.** 1992. Territorios Indios en Costa Rica : Origenes. Situacion Actual y Perspectivas.
- Fallas Carlos Luis.** 1978. Mamita Yunai.
- Laforge Michel.** 1993. Documento Evo/utivo de Referencia de Caracterizacion de la Zona : Caso de Talamanca., FUNDESCA-GRET-PFA.
- Laforge Michel.** 1993. Documento Evo/utivo de Referencia sobre las Organizaciones : Caso de Talamanca., FUNDESCA-GRET-PFA. Stone, Doris. 1961. Tribus Talamancanas.
- Vargas J.L.** 1992. "Practicas Agricolas Indigenas Sostenibles en Areas del Bosque Tropical Humedo en Costa Rica", Geoistmo.

NOTES

1. Musa AAB.
2. Cette zone abrite 9 des 12 zones de vie qui existent au Costa Rica.
3. Un entrepreneur, Minor Keith, a pris en 1883 à son compte la dette extérieure de l'Etat costaricien contre la concession pour la construction du chemin de fer de l'Atlantique et 800 000 acres de terre.
4. Interview réalisé par l'auteur en 1995.
5. Musa texlilis.
6. Borge (1987) ou encore Bozzoli (1979).
7. Prononcé Brou ou Blou en français.
8. Prononcé "tsoukoul" ou "tsoukour".
9. Prononcé "aoua".
10. Beaucoup d'indiens pensent qu'il a été assassiné sur instigation d'agents de la Compagnie bananière.
11. Chef spirituel des Bribri et des Cabécar.

12. Remarquons quand même la politisation de l'utilisation de l'histoire par les Bribri, qui tiennent à diffuser leur version des faits.
13. Cependant, une partie de ses droits supposés sur les terres de Talamanca avait été cédée à une compagnie américaine en 1970, et celle-ci continue de demander des indemnités à l'heure actuelle.
14. sigles pour la "Direction Nationale des Communautés".
15. Le modèle d'"associations de développement" local est le même pour toutes les communautés rurales du Costa Rica.
16. Dans la Réserve Bribri, par exemple, seulement 625 membres se sont inscrits.
17. Loi n°6172.
18. Un détail permet de mesurer le degré de responsabilité qu'on attend d'eux : la loi interdit la vente d'alcool dans les Réserves, alors qu'il est en vente libre à l'extérieur.
19. Commission Nationale des Affaires Indiennes, fondée en 1973.
20. Contrairement aux Ngäbe ou Guaymí, les Bribri et Cabécar disposent d'un droit de vote pratiquement depuis le début du siècle.
21. Refinadora Costarricense de Petróleo, raffinerie d'Etat.
22. D'après les Bribri, ceci n'est pas dû au hasard, mais au résultat d'un "travail" par les Awá.
23. Organisation Internationale du Travail.
24. Organisation Non Gouvernementale.
25. Initialement ce sont les sigles de "Association de Nouveaux Alchimistes Inc.", mais postérieurement ce sigle sera pris comme nom propre.
26. Association de Développement Indienne.
27. Banque Interaméricaine de Développement.
28. Organisation de l'Agriculture et l'Alimentation.
29. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.
30. Union Internationale pour la Conservation de la Nature.
31. ONG écologiste.
32. Organisation liée à la foi Ba'hai.
33. En particulier, l'introduction d'une variété de cacao supposé résistant à la Monilia sera un échec patent quand il s'avérera que la variété nouvelle n'était pas plus résistante que la variété locale.
34. "Le chanteur" (funéraire, s'entend). On se souvient du rôle de ce personnage dans la hiérarchie ancestrale.
35. "Le défenseur" : c'est un des synonymes de l'Usékra.
36. "Homme et femme travailleurs".
37. "Conseil de shamans".
38. "Défendons notre semence".
39. "Défendons la Terre".
40. Les techniciens qui ont été embauchés ne sont pas dans leur majorité les techniciens qui avaient mis leurs espoirs dans une embauche finale par ce projet.
41. "Nos voix", ONG animée par des indiens à San José.
42. Quelques cadres professionnels qui ont la confiance des Bribri.
43. Par la suite je me suis demandé si cette façon de marquer physiquement son existence ne faisait pas partie de ces codes non écrits de Talamanca.
44. Beaucoup des cadres de CODEBRIWAK ont été engagés en tant que techniciens du projet NamasöL.

45.Réunions de coordination, échange de documents et d'information en général entre projets (choses impensables il y a quelques années).

AUTEUR

MICHEL LAFORGE

GRET / DRCST A.A. 10177. Aptdo. 371-1007, San-José (Costa Rica) Tél. +506-222.3371.